

LE ROURET



CONVENTION INTERCOMMUNALE DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT  
DES ECOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS  
HORS COMMUNE

ENTRE

**LA COMMUNE DU ROURET** (Alpes Maritimes),  
Représentée par son Maire, Monsieur Gérard LOMBARDO,  
Dûment autorisé en la matière par délibération du Conseil Municipal n°DCM-2021 en date du  
30 septembre 2021,

ET

**La COMMUNE de GRASSE** (Alpes Maritimes)  
Représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD,  
Dûment autorisé en la matière par délibération du Conseil Municipal n° 2021 - 229 en date  
du ...7 décembre 2021.....

**EXPOSE DES MOTIFS :**

L'article L212.8 du code de l'éducation prévoit que « lorsque les écoles publiques d'une commune reçoivent des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune, la répartition des dépenses de fonctionnement se fait par accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence » .

La convention sur la répartition intercommunale des charges de fonctionnement des écoles publiques pour l'accueil des élèves domiciliés dans une autre commune arrivant à échéance, il convient de la renouveler.

**ARTICLE 1 :**

Par la présente convention, et dans le respect des dispositions de l'article L 212-8 du Code de l'Education, la commune de résidence précitée s'engage à participer financièrement aux charges de fonctionnement résultant de la scolarisation d'un ou plusieurs de ses élèves.

**ARTICLE 2 :**

Les élèves pour lesquels une contribution est demandée doivent être inscrits régulièrement dans les écoles maternelles ou élémentaires publiques.

En outre, ceci doivent avoir satisfait préalablement aux formalités relatives à la procédure de demande de dérogation qu'entraîne la scolarisation d'un enfant hors de sa commune de résidence, lorsque celle-ci dispose de la capacité de l'accueillir.

**ARTICLE 3 :**

Ne sont recevables, en l'espèce, que les dérogations pour lesquelles le maire de la commune de résidence, consulté par le maire de la commune d'accueil, a donné son accord.

**ARTICLE 4 :**

L'accord donné à un élève de commencer ou de poursuivre sa scolarité à l'extérieur de sa commune entraîne de facto la non-remise en cause, aussi bien par la commune de résidence que par la commune d'accueil, de la scolarité en maternelle, (mat PS à mat GS) ou de la scolarité en

élémentaire (CP à CM2) entamée ou poursuivie.  
La contribution résultant de cet accord ne peut l'être non plus.

**ARTICLE 5 :**

Le coût d'un élève est calculé à partir du compte administratif année N-1 de la commune sur les articles budgétaires des dépenses de fonctionnement des écoles publiques de la commune d'accueil. Le montant total de ces dépenses est divisé par le nombre d'enfants scolarisés dans la commune d'accueil afin d'en définir le coût par élève.

**ARTICLE 6 :**

Le coût par élève revu annuellement, fera l'objet chaque année d'une délibération du conseil municipal actualisant le tarif.

Il n'est pas fait de distinction entre le coût d'un élève de l'enseignement maternel et le coût d'un élève de l'enseignement élémentaire.

**ARTICLE 7 :**

Toute contribution aux charges de fonctionnement d'enfants scolarisés à l'extérieur de sa commune de résidence est versée par référence à l'année scolaire en cours uniquement. Dans le cas d'une nouvelle inscription, d'une radiation ou d'un changement d'adresse ou de situation familiale d'un élève, Tout trimestre entamé sera dû pour le tiers du montant annuel. Le titre de recette sera émis annuellement à terme échu.

**ARTICLE 8 :**

Dans les situations de garde alternée, la contribution financière sera de 50% pour la commune de résidence de chacun des parents.

**ARTICLE 9 :**

Les élèves figurant sur la liste nominative, avec les adresses, annexée à l'état des sommes à payer, doivent préalablement avoir satisfait aux conditions mentionnées aux articles 2 et 3 de la présente convention.

**ARTICLE 10 :**

La présente convention prend effet à compter de la rentrée des classes de l'année scolaire 2021-2022.

Elle est conclue pour une durée d'un an, renouvelable trois années scolaires supplémentaires, soit jusqu'au 31 Aout 2024.


Dans l'intervalle, elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée, avec accusé de réception, trois mois minimum avant la date d'expiration de l'année contractuelle.

Fait à le Rouret, le

27/12/2021

Maire de la Commune du ROURET :

Préf. PO - l'Adjoint  
N. Wenzinger aux Aff. Scolaires  
Gérald LOMBARDO



Maire de la Commune de GRASSE



Jérôme VIAUD